

Clémence Pèlerin

Membre du Comité Énergies de l'ANAJ-IHEDN, auditeur jeune de la 93^e session IHEDN, Paris 2016

**Interview de M. Gordon Bajnai, ancien Premier ministre de Hongrie et Directeur général de Meridiam
18 mai 2016**

Selon vous, où se situent les vulnérabilités énergétiques de l'Europe centrale et orientale ? L'énergie joue-t-elle un rôle important pour l'indépendance politique de la région au sein de l'UE ?

La dépendance énergétique, et par là même la sécurité énergétique, ont été des facteurs de sécurité déterminants pour l'Europe centrale et orientale. Ces États, qu'ils soient membres de l'UE ou candidats à l'adhésion, portent le lourd héritage de l'ère communiste. Dès 1949, l'URSS les a liés par le Comecon et les a rendus presque totalement indépendants de l'extérieur, et presque totalement dépendants des ressources soviétiques. Du point de vue des réseaux énergétiques, les principales lignes sont orientées Est-Ouest plutôt que Nord-Sud, et ce pour des raisons historiques.

Les hommes politiques ont tendance à agir quand une crise ou une urgence se produit. Ces dernières années, et *a fortiori* après la première et la seconde crise gazière en Ukraine, les gouvernements ont accéléré leurs réformes en la matière. Lorsque Gazprom a suspendu l'approvisionnement en gaz vers l'Ukraine, les pays de la région en ont immédiatement souffert. Plusieurs États des Balkans, comme la Bulgarie et la Moldavie, de même que la Slovaquie et la République tchèque, dépendent exclusivement de l'Ukraine comme pays de transit. La Pologne était un peu plus épargnée grâce à son industrie charbonnière et à son système de chauffage urbain, même s'ils utilisaient aussi du gaz russe. De même, dans mon pays, la Hongrie, le gaz représentait 40 % de notre consommation d'énergie, majoritairement dans un marché de détail : beaucoup d'habitants avaient un compteur de gaz individuel.

Lorsque je suis devenu ministre de l'Économie, j'ai été confronté à la première crise du gaz avec la Russie. Je suis ensuite devenu Premier ministre. L'énergie est devenue ma priorité : j'ai organisé en 2010 un Sommet de l'Énergie avec douze pays d'Europe centrale et orientale, dont l'Autriche, pour pousser l'UE à agir. À l'époque, nous discutons d'interconnexions de gaz nord-sud, de la Pologne à la Croatie : le projet a depuis bien évolué. La Croatie sélectionne aujourd'hui des investisseurs pour son terminal GNL de Krk. Le GNL est l'un des multiples outils de diversification de notre stratégie énergétique. Au moment des négociations, le phénomène du gaz de schiste n'avait pas encore explosé, mais il est aujourd'hui possible et facile de résoudre le problème de l'approvisionnement en gaz, tant d'un point de vue sécuritaire que d'un point de vue financier. La Pologne a décidé de construire le terminal GNL de Świnoujście, la Hongrie s'est dotée d'énormes capacités de stockage et ce avant la première crise du gaz. Nous avons donc pu fournir du gaz à la Serbie et à la Croatie par solidarité énergétique. Nous n'avons pas pu en fournir à la Slovaquie, par manque d'interconnexions.

Nous avons ensuite décidé de construire ces interconnexions, de manière qu'aujourd'hui les stocks importants de gaz en Hongrie peuvent aider les États frontaliers en cas de besoin.

À long terme, quels outils politiques permettent de garantir la sécurité énergétique d'un État ?

Je distingue quatre différents outils : une source indépendante (en l'occurrence, indépendante de la Russie), un gazoduc indépendant (de l'Ukraine), des stocks stratégiques et un réseau

d'interconnexions. Les pays d'Europe centrale et orientale se sont dotés de ces interconnexions et ont amélioré les existantes, notamment grâce aux fonds européens.

Parlons maintenant du corridor sud-européen, qui prend sa source en Azerbaïdjan. Peut-on considérer qu'il s'agisse d'une source de gaz indépendante, au vu des liens qui existent entre les marchés russe et azéri, et de l'influence russe dans la région ?

Pour la Russie, l'énergie est de toute évidence une ressource économique et un outil de sécurité et de politique étrangère. Ces dix dernières années, la Russie en tant que fournisseur de gaz a été très dépendante de la demande de ses clients. C'est pourquoi elle cherche à sécuriser son marché et à maintenir ses clients à un niveau élevé de dépendance. Ils ne cherchent pas à créer de concurrence : au contraire, ils semblent vouloir tout faire pour créer une coopération étroite avec les républiques d'ex-URSS. Parfois, ils leur achètent du gaz, comme à l'Azerbaïdjan, pour le vendre eux-mêmes ; ils essaient plus généralement d'influencer la vente de leurs propres ressources. Poutine a créé un nouveau programme de coopération économique régional pour consolider ces relations historiques. Considérer ces pays comme des sources indépendantes suppose de savoir combien de temps ils peuvent assurer leur indépendance vis-à-vis de la Russie.

Que pensez-vous du marché du gaz russe, de ses faiblesses, et de sa stratégie vis-à-vis de la Chine ?

La question pour la Russie est la suivante : peuvent-ils financer les investissements pour rénover leur infrastructure domestique ? En ont-ils la technologie, dans un contexte de sanctions internationales ? Avec un prix du gaz assez bas, la Russie peut-elle financer des projets d'exploration ? La Chine considère la Russie comme stratégiquement importante, mais elle a d'autres sources pour son approvisionnement en gaz. Les Chinois sont les premiers bénéficiaires dans leurs contrats avec la Russie.

En novembre 2015, la Pologne, les États baltes et d'autres pays d'Europe centrale et orientale ont envoyé une lettre à la Commission européenne à propos de North Stream 2, dans laquelle ils ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences du projet sur leur indépendance énergétique.

L'Allemagne joue un rôle important dans les sanctions que l'UE inflige à la Russie. Le gazoduc North Stream 2 est une faille dans cette stratégie : nous avons observé en 2009 et 2010 qu'une partie de l'Allemagne était hostile à une indépendance croissante vis-à-vis du gaz russe, en partie parce que de nombreux importateurs allemands revendaient de grandes quantités de gaz russe à l'étranger.

Selon moi, la solution réside dans l'instauration d'un marché unique du gaz en Europe : il faut s'assurer que le prix du gaz arrivant en Europe soit déterminé aux frontières européennes. À partir de là, seul le transport influe sur son prix. La stratégie russe est de diviser l'UE sur la question, en vendant du gaz moins cher à certaines entreprises, comme des entreprises de *trading* allemandes, et du gaz plus cher à d'autres, pour monter les États les uns contre les autres. L'UE doit se doter d'une stratégie unifiée face à la Russie. En tant que premier marché pour le gaz russe, l'UE aura un pouvoir de négociation accru.

À ce titre, je suis d'accord avec la lettre qui a été envoyée à la Commission. Mais d'un autre côté, après les deuxième et troisième paquets Énergie-Climat, les promesses faites par l'UE comme la diversification des sources et des routes d'approvisionnement doivent être tenues.

Pensez-vous que la Turquie, en tant qu'État de transit du corridor sud-européen, soit un partenaire fiable pour l'Union européenne, au regard de la crise migratoire, de l'instabilité du Haut-Karabakh et des relations tendues qu'elle entretient avec la Russie ?

L'Europe est aujourd'hui une région tripolaire. Il y a d'une part l'Union européenne, plus faible qu'elle ne le devrait face aux enjeux de défense et de sécurité ; il y a aussi la Russie, et ses problèmes propres, et d'autre part la Turquie, troisième angle d'un équilibre stratégique à l'échelle régionale. Un nouveau gazoduc impliquant la Turquie contribuerait grandement à la sécurité énergétique européenne, car il ôterait à la Russie le monopole des routes du gaz. Il n'est pas dans l'intérêt de l'UE de mettre tous ses œufs dans un même panier, qu'il soit russe ou turc. Pouvoir compter sur la Turquie serait un pas en avant vers une meilleure stratégie énergétique. La Turquie est membre de l'OTAN et a autant besoin de l'UE que l'UE a besoin d'elle, par bien des aspects. Cette interdépendance doit être développée et renforcée.

En tant que Premier ministre hongrois, quelle a été votre expérience des négociations et de la prise de décision, concernant vos voisins immédiats, l'UE et la Russie, dans le contexte particulier de la crise du gaz ?

Il existe une grande concordance d'intérêts entre les pays d'Europe centrale et orientale, la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie, membres du groupe de Visegrad, et par extension avec les pays des Balkans. Ces pays avaient pour objectif de réduire leur dépendance vis-à-vis du gaz russe, donc il était assez aisé de s'accorder entre nous, d'entamer et de poursuivre les négociations d'une seule voix. Nous avons des intérêts convergents dans d'autres domaines, comme la production d'électricité par le nucléaire : la plupart des centrales de la région ont été créées d'après la technologie russe, et beaucoup d'États importent encore de l'uranium de Russie. À cet égard, beaucoup d'autres sujets ont été abordés pour penser notre indépendance vis-à-vis de la Russie.

Quelle est votre opinion sur le mix énergétique français, ses faiblesses, ses forces et ses perspectives ?

Je constate un grand essor de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables : nous avons récemment créé un fond, avec l'investissement de compagnies d'assurances françaises, pour encourager la réalisation de projets compatibles avec la COP21 comme les *smart grids*, les compteurs intelligents, le chauffage urbain et d'autres formes d'énergies renouvelables. Je pense que cette révolution va se poursuivre, et pour moi la question qui se pose en France aujourd'hui est celle du maintien et du renouvellement de ses centrales nucléaires, qui jouent un rôle majeur dans la production d'électricité nationale.

Gordon Bajnai est Directeur général de Meridiam, fonds d'investissement spécialisé dans les projets d'infrastructures publiques. Il a été Premier ministre de Hongrie d'avril 2009 à mai 2010, après avoir occupé les postes de ministre du Développement national en 2008 et de ministre des Affaires locales et du Développement régional en 2007.